

# BRÈVES ÉCONOMIQUES

## Autriche et Slovaquie

Une publication du SE de Vienne  
n° 20 – avril-mai 2024

## Autriche

### Le chiffre du mois à retenir

**45** Mrd EUR

Dépenses de l'Etat jusqu'à fin  
2023 au titre de la crise covid 19

### Zoom sur...

#### Un nouveau paquet de 309 M EUR pour soutenir le secteur agricole

Le gouvernement a annoncé un nouveau plan de soutien au secteur agricole qui se composera de : (i) la mise en place d'un gazole non routier agricole, détaxé de 0,205 EUR/l (prolongation jusqu'à fin 2025 de la mesure temporaire de 0,07 EUR/l, initialement échue au 30 juin 2023, majorée de la restitution de la taxe carbone adoptée dans le cadre de la réforme éco-sociale pour un montant de 0,135 EUR/l en 2024 (enveloppe totale de 209 M EUR) ; (ii) une prime à la surface pour toute forme d'agriculture (la sylviculture n'est pas dans le périmètre) dès lors qu'une surface éligible aux aides est mise en valeur (enveloppe de 50 M EUR) ; (iii) une aide à la transformation pour une agriculture plus respectueuse du bien-être animal, dans le cadre notamment de l'interdiction des caillebotis intégraux (enveloppe de 50 M EUR). Soulignant le renforcement de la compétitivité du secteur agricole autrichien, les organisations représentatives et paritaires se sont félicitées de ce nouveau paquet qui est à replacer dans un contexte pré-électoral (9 juin : élections européennes, automne : élections législatives).

## Activités macroéconomiques & financières

### Prévisions et indicateurs

#### Croissance à moyen terme : +1,25 % par an entre 2024 et 2028

L'institut de recherches économiques Wifo, sur lequel s'appuie traditionnellement le ministère autrichien des Finances pour l'élaboration du budget fédéral, diagnostique qu'après la contraction du PIB de 0,8 % en 2023, le PIB devrait progresser en moyenne de 1,25 % par an

entre cette année et 2028. L'année 2025 serait marquée par une nette reprise de la croissance qui pourrait atteindre 1,8 %. En termes d'inflation, après les fortes hausses de 2022 et 2023 (inflation moyenne de 8,25 %), la hausse des prix à la consommation décélérerait pendant la période sous revue mais n'atteindrait pas la cible de la BCE des 2,0 % avant 2028.

Grâce aux revalorisations salariales obtenues, aux différentes mesures de soutien contre l'inflation, à l'indexation des prestations sociales et aux dispositions fiscales adoptées, le revenu disponible des ménages progresserait cette année de 2,6 % puis de 1,5 % en moyenne par an jusqu'en 2028. Conjugué avec le recul du taux d'épargne (passant de 9,8 % en 2024 à 8,6 % en 2028), ce gain soutiendrait la consommation des ménages qui progresserait en moyenne de +1,6 % par an.

Compte tenu de la morosité du climat des affaires, les investissements restent orientés à la baisse en 2024 (-4,0 % dans le bâtiment ; -0,3 % dans les équipements) mais repartiraient à la hausse dès 2025, notamment grâce au plan de soutien au secteur de la construction (+2,8 % pour l'outil productif ; +1,5 % dans la construction en 2025) et aux mesures d'accompagnement de la décarbonation de l'industrie.

En matière d'emploi, face au manque de main d'œuvre, le taux de chômage se contracterait pour atteindre à l'horizon 2028 5,0 % selon la définition du BIT.

En termes de finances publiques, le WIFO prévoit un déficit public au sens du traité de Maastricht à 3,0 % du PIB en 2028 après 2,7 % en 2025 et 2026. L'endettement se creuserait à 78,1 % du PIB en 2028, alors qu'il atteindrait 76,5 % du PIB fin 2024.

### Les dépenses de R&D s'élèveraient en 2024 à 16,6 Mrd EUR (3,34 % du PIB)

D'après une estimation de l'institut statistique national (*Statistik Austria*), l'Autriche pourrait dépenser en 2024 16,6 Mrd EUR au titre de la R&D, un montant représentant 3,34 % du PIB (2023 : 3,26 %). Elle se placerait ainsi en troisième position au sein de l'UE derrière la Belgique (3,43 %) et la Suède (3,40 %). Ces dépenses seraient financées à 51 % par les entreprises domestiques, 33 % par le gouvernement (Etat fédéral 4,6 Mrd EUR ; régions 700 M EUR) et à 16 % par les filiales d'entreprises étrangères.

### Le coin fiscal-social en hausse en 2023

Selon le dernier rapport de l'OCDE relatif au coût du travail, le coin fiscal-social<sup>1</sup> pour une personne seule a progressé en 2023 pour atteindre 47,2 % de son revenu brut moyen. Le salarié autrichien est ainsi le 3<sup>ème</sup> plus taxé (4<sup>ème</sup> en 2022) après le Belge (52,7 %) et l'Allemand (47,9 %), juste avant le Français (46,8 %). Alors que le gouvernement a indexé depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2023 les barèmes fiscaux sur une partie de l'inflation (66 %), cette hausse du coin fiscal-social est due aux mesures de soutien versées en 2022 par le gouvernement en compensation de la crise inflationniste et non reconduites en 2023.

## Finances publiques

### Sur la période 2023-2027, le déficit public respecterait le critère de Maastricht

En l'absence de l'obligation européenne de publier en 2024 un programme de stabilité, le ministère des Finances a publié, le 30 avril 2024, « pour des raisons de transparence », un document intitulé « Développement économique et finances publiques 2023-2027 ». Le déficit public se creuserait légèrement à -2,9 % du PIB en 2024 (après -2,7 % en 2023) et resterait sous le plafond des 3 % sur la période. Le niveau de dette publique se stabiliserait autour de 77,5 % du PIB. En revanche, le Fiskalrat (équivalent du Haut conseil pour les finances publiques) a publié, le 17 avril 2024, des prévisions pessimistes pour 2024 et 2025 estimant que le déficit dépasserait les 3 % en 2024 (3,4 %) et en 2025 (3,2 %) après 2,7 % en 2023 tandis que le ratio de dette atteindrait respectivement 78,4 % et 79,1 % du PIB. Le Fiskalrat met en garde le gouvernement et les partis politiques contre toute promesse électorale non financée, alors que les Autrichiens seront appelés à élire leurs députés à l'automne. A noter qu'au T1 2024, les dépenses du budget de l'Etat ont atteint 28,9 Mrd EUR, en hausse de 12,4 % en glissement annuel, tandis que la hausse des recettes s'est limitée à 1,1 % pour atteindre 20,8 Mrd EUR.

---

1. Calculé comme la somme de l'impôt sur le revenu et des cotisations sociales parts salariés et employeurs, moins les prestations en espèces, en % des coûts de main d'œuvre.

## Echanges commerciaux

### L'Autriche voit son attractivité reculer

Avec 80 implantations ou extensions annoncées en 2023 (contre 101 en 2022), l'Autriche perd une place dans le classement des principaux pays d'accueil des investissements étrangers publié par EY dans son baromètre 2024, derrière la Suisse qui gagne quatre places.

15 PRINCIPAUX PAYS D'ACCUEIL DES INVESTISSEMENTS ÉTRANGERS ANNONCÉS EN EUROPE EN 2023, EN NOMBRE DE PROJETS

#	VARIATION RANG 22/23	PAYS	NOMBRE DE PROJETS EN 2023	NOMBRE DE PROJETS EN 2022	VARIATION PROJETS 22/23
1	=	 France	1 194	1 259	-5 %
2	=	 Royaume-Uni	985	929	+6 %
3	=	 Allemagne	733	832	-12 %
4	+1	 Turquie	375	321	+17 %
5	-1	 Espagne	304	324	-6 %
6	+2	 Pologne	229	237	-3 %
7	-1	 Portugal	221	248	-11 %
8	+1	 Belgique	215	234	-8 %
9	-2	 Italie	214	243	-12 %
10	+1	 Pays-Bas	157	147	+7 %
11	-1	 Irlande	100	184	-46 %
12	+4	 Suisse	89	58	+53 %
13	-1	 Autriche	80	101	-21 %

Source : EY

### 500 M EUR pour soutenir les exportateurs et investisseurs autrichiens en Ukraine

L'assureur public de crédit, l'OeKB (*Oesterreichische Kontrollbank*), a mis en place un dispositif en faveur des exportateurs et investisseurs autrichiens en Ukraine d'un montant total de 500 M EUR :

- 10 M EUR maximum par transaction,
- Une part nationale minimale de 50 % est requise,
- Taux de couverture : 100 %,
- Durée maximale de 10 ans,
- Sont éligibles des projets dans le secteur public sur base d'une garantie d'Etat (transports, énergie, eau potable/usée, chaleur),
- Sont exclus les territoires annexés par la Russie (Donetsk, Louhansk, Kherson, Zaporijjia et Crimée).

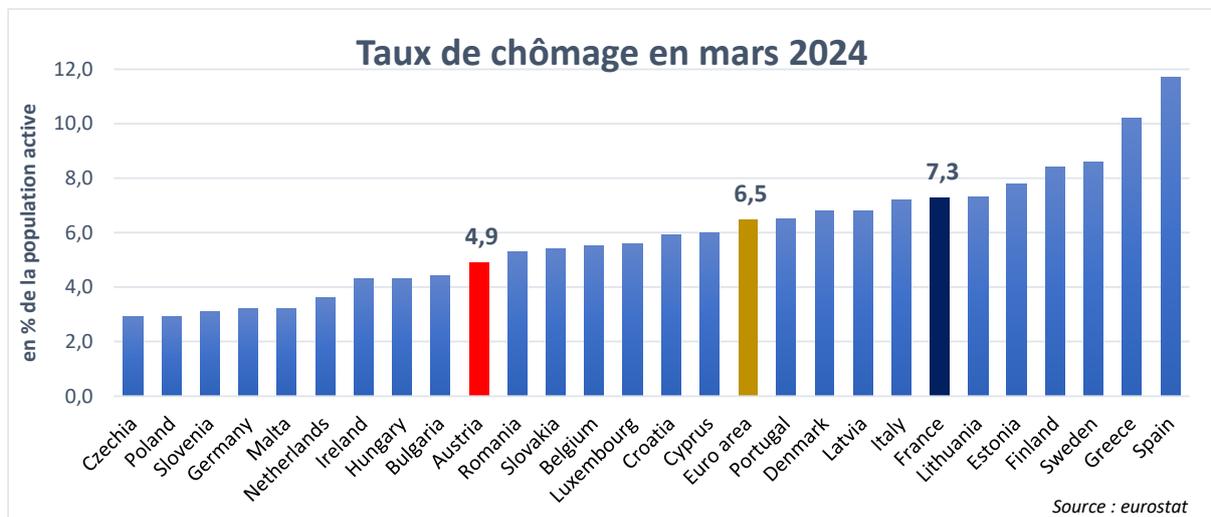
Les demandes de soutien peuvent être déposées auprès de l'OeKB dès la mi-mai 2024.

## Politique économique et sociale

### Chômage et marché du travail

Malgré quelques turbulences dues à la crise du secteur de la construction et aux incertitudes dans le secteur manufacturier, le marché de l'emploi résiste bien : fin mars, le taux de chômage s'est établi à 4,9 % de la population active, en légère hausse par rapport à février 2024 (4,7 %). Fin mars, l'agence nationale pour l'emploi, l'AMS, enregistrait plus de 90 000 postes immédiatement vacants et plus de 21 000 à prochainement pourvoir.

Le manque persistant de main d'œuvre, notamment dans le tourisme, pousse les pouvoirs publics, notamment le ministre des Affaires européennes et étrangères, à conclure des accords avec des Etats tiers comme l'Inde ou les Philippines pour attirer en Autriche des talents grâce à des permis de travail plus accessibles (carte rouge-blanc-rouge). Malgré les différents allègements et réformes successives du permis de travail, l'Autriche reste dans l'ombre de son voisin allemand en matière d'attractivité des travailleurs étrangers. Le ministre Kocher espère pouvoir atteindre enfin le quota des 10 000 titres délivrés cette année.



## Négociations salariales

### Austrian Airlines : +19,4 % et une nouvelle convention collective pour 3 ans

Après 20 séances de négociations infructueuses, un débrayage de 36 heures et l'annulation de plus de 400 vols, la direction de la compagnie aérienne *Austrian Airlines* (filiale du groupe *Lufthansa*) et le syndicat *vida* sont parvenus à un accord valable 3 ans qui permettra au personnel de cabine (2 500 salariés) et aux commandants de bord de bénéficier d'une hausse par paliers des salaires de 19,4 %, et aux copilotes de 11 %. La 1<sup>ère</sup> hausse est intervenue avec le salaire d'avril 2024, les 2<sup>ème</sup> et 3<sup>ème</sup> suivront en janvier 2025 et janvier 2026. La direction, qui vient de publier les données économiques du 1<sup>er</sup> trimestre 2024, chiffre à 35 M EUR l'impact du mouvement social sur son résultat trimestriel.

### Les autres revalorisations salariales :

Secteur	Revalorisation obtenue	Mesure complémentaire	Salaire minimum mensuel brut
Hôtellerie/ gastronomie	+6,0 % à partir de mai	+2 % à partir de novembre 2024 ; 12 dimanches chômés par an	2 000 EUR à partir de mai 2025
Industries de l'électronique	+7,5 % à partir de mai		2 406,56 EUR
Industrie du papier	+7,0 % à partir de mai	+1 prime unique de 400 EUR, versée pour moitié en juin et octobre	2 044,06 EUR
Industrie du verre	+6,5 % à partir de juin		2 416,22 EUR
Remontées mécaniques	+7,5 % à partir de mai		

## Veille sectorielle

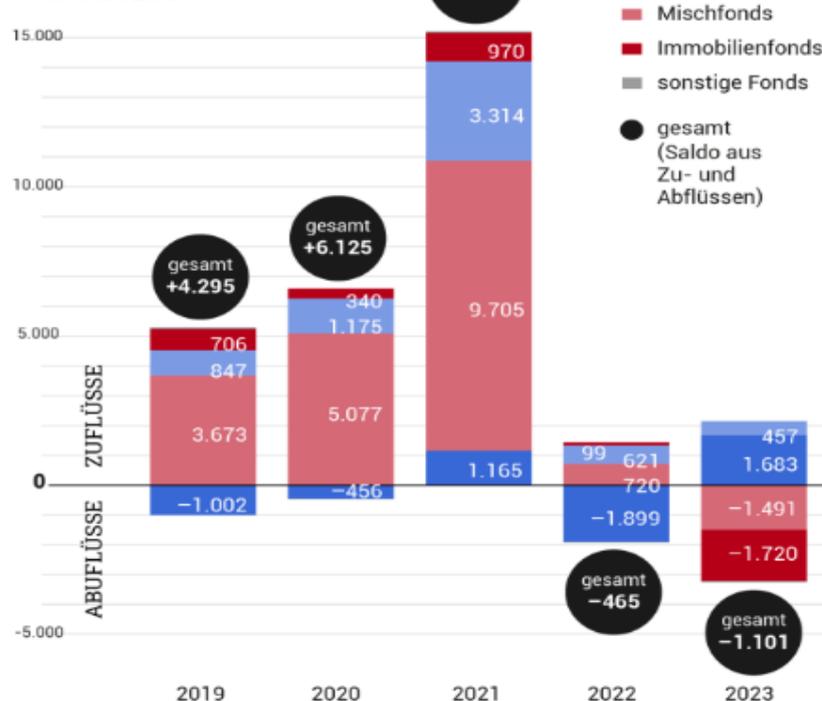
### Secteur financier

A l'heure où la Commission européenne s'apprête à lancer sa consultation sur le traitement macro-prudentiel des risques dans la gestion d'actifs, les autorités de marché autrichienne (FMA), italienne, espagnole et française (AMF) ont adressé une lettre commune à la Commission précisant leur vision des priorités dans le cadre des débats relatifs à une approche macro-prudentielle de la gestion d'actifs.

Elles soulignent que l'écosystème de la gestion d'actifs est différent de celui des banques. Par conséquent, les exigences de fonds propres et les réserves de liquidités ne seraient pas les solutions les mieux adaptées pour atténuer les risques en termes de stabilité financière.

## Österreichische Fonds

Nettomittelzu- bzw. abflüsse  
in Millionen Euro



KURIER-Grafik: CB | Quelle: Österr. Finanzmarktaufsicht (FMA), Jahresbericht 2023 Asset Management

Par ailleurs, selon le rapport annuel 2023 de la FMA sur le marché de la gestion d'actifs, les fonds gérés par les gestionnaires d'actifs en Autriche ont subi des sorties nettes à hauteur de 1,1 Mrd EUR au total. Les sorties nettes étaient particulièrement élevées pour les fonds immobiliers (-1,7 Mrd EUR) ce qui reflète l'actuelle crise sur le marché immobilier.

## Industrie

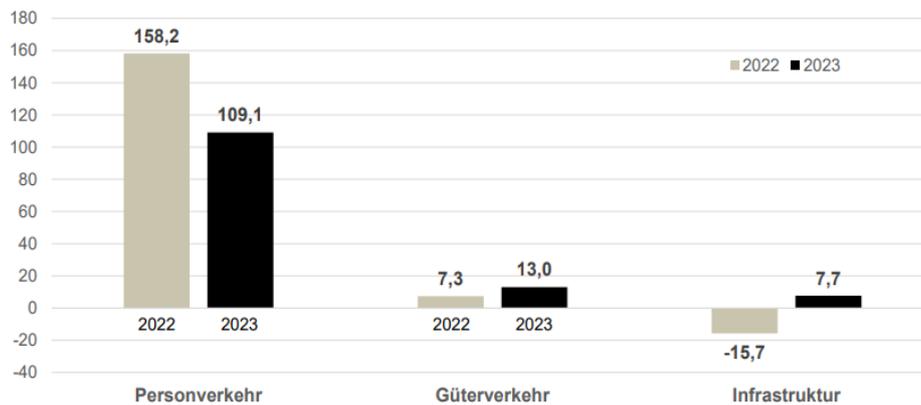
### Faillite de Fisker : un impact important pour l'assembleur austro-canadien Magna Steyr et la région de Styrie

La start-up américaine Fisker, co-fondée par le designer danois Henrik Fisker, spécialisée dans le développement de véhicules à propulsion électrique, a ouvert une procédure de faillite pour sa filiale autrichienne. Confrontée à des problèmes de trésorerie, Fisker, dont les véhicules sont assemblés notamment en Styrie par l'équipementier austro-canadien Magna Steyr, avait dû se résoudre à suspendre la production de son modèle Ocean sur le site de Graz à la mi-mars 2024. Selon la société délivrant des informations sur la solvabilité et l'endettement de particuliers ou d'entreprises, la KSV1870, Fisker Austria aurait accumulé un passif de 1,34 Mrd EUR, face à des actifs de seulement 959 M EUR ; la filiale ne peut plus faire face à ses obligations financières. L'impact pour l'assembleur Magna Steyr pourrait être important : alors que la production annuelle pour le compte de Fisker était initialement estimée à 40 000 véhicules, seuls 10 000 ont été finalement assemblés. En perte de 316 M EUR en mars, le groupe Magna Steyr, qui assemble également certains modèles des marques BMW, Toyota et Jaguar, prévoit maintenant de se séparer de 500 salariés.

## Transports

### Les ÖBB affichent un résultat en baisse de 42 %

En 2023, l'opérateur ferroviaire historique ÖBB a enregistré un résultat opérationnel avant impôts (EBT) de 111 M EUR après 193 M EUR en 2022. Ce résultat positif a été porté notamment par la branche « voyageurs » qui affiche un EBT de 109 M EUR, le nombre de passagers atteignant le record de 494 millions (+10,5%) dont 1,5 million pour les trains de nuit. 280 000 billets annuels climatiques (« Klimatickets ») ont été vendus l'année dernière apportant aux ÖBB des recettes à hauteur de 143 M EUR. Le résultat opérationnel avant impôts de la branche « fret » s'est limité à 13 M EUR (2022 : 7 M EUR). Celui de *ÖBB Infrastruktur* qui en 2022 était négatif (-15 M EUR) en raison de la hausse des prix de l'énergie, a atteint 7 M EUR en 2023, le montant des investissements s'élevant à 4,5 Mrd EUR.



### Asfinag profite de l'augmentation du nombre de touristes

L'entreprise publique Asfinag qui est placée sous la tutelle du ministère des Transports et qui gère le réseau routier à haut débit a prélevé des péages en 2023 à hauteur de 2,5 Mrd EUR (+2,3 %) dont 1,7 Mrd EUR pour les poids lourds et les bus ainsi que 574 M EUR pour les véhicules particuliers (+6,4 %). Le nombre des kilomètres parcourus par les poids lourds a diminué de 3 % tandis que celui des véhicules particuliers a augmenté de 3,7 % en raison du rebond significatif du tourisme, selon les explications du CFO Josef Fiala. Le mandat de ce dernier arrivant à son terme fin mai 2024, M. Herbert Kasser, qui œuvre au sein du ministère des Transports depuis 2007 et occupe depuis 2020 la fonction de secrétaire général, lui succédera à partir du mois de juin.

### Energie et environnement

#### Sur fond de baisse des prix énergétiques, le taux de changement de fournisseur augmente

Selon l'autorité de contrôle E-Control, en 2023, environ 350 000 ménages et entreprises ont changé de fournisseur énergétique dont 250 000 pour l'électricité et 100 000 pour le gaz. Le taux de changement a atteint 3,9 % pour l'électricité et 7,9 % pour le gaz et varie considérablement selon la région avec le taux de changement le plus élevé pour la Basse-Autriche (10,6 % pour l'électricité et 14,9 % pour le gaz). C'est dans le Vorarlberg que les consommateurs sont les plus réticents à changer de fournisseur (0,5 % pour l'électricité et 1,6 % pour le gaz). Sur fond de baisse générale des prix de l'énergie, les changements de fournisseurs se sont encore accélérés au T1 2024 (74 000 pour l'électricité et 19 000 pour le gaz).

#### La valeur de la production de l'économie verte continue à augmenter

Sur la base des définitions d'Eurostat, le nombre total d'emplois de l'économie verte en Autriche a atteint 214 400 en 2022 dont 80 100 pour la gestion des ressources énergétiques et 44 500 pour la protection et l'assainissement des sols, des eaux souterraines et des eaux de surface. La valeur de la production de l'économie verte a atteint 53,4 Mrd EUR soit une hausse de 26,5 % par rapport à 2021 et de 62,7 % par rapport à 2008. Dans les statistiques autrichiennes, le transport public fait également partie des services environnementaux ce qui ferait augmenter le nombre total d'emplois de l'économie verte à 244 900.

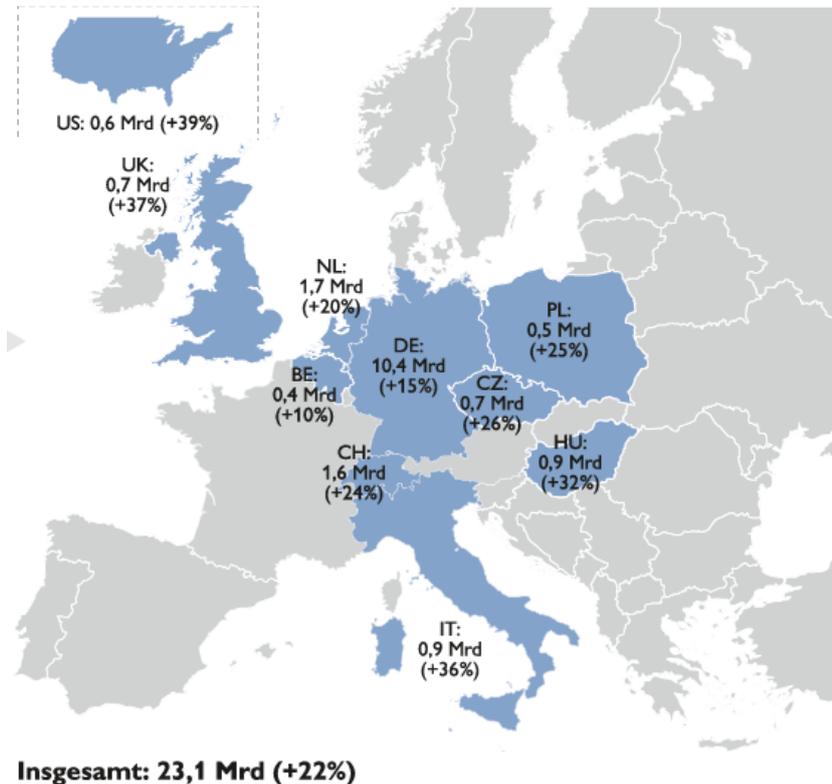
### Tourisme

#### Grâce au tourisme, la balance des paiements affiche à nouveau un excédent

Selon l'analyse de la banque centrale de l'Autriche, l'OeNB, les dépenses en Autriche des touristes non-résidents ont atteint 23,1 Mrd EUR en 2023, en hausse de 22 % par rapport à l'année précédente, dont 10,4 Mrd EUR pour les visiteurs allemands (+15 %) et 1,6 Mrd EUR pour les visiteurs suisses (+24 %).

## Touristen kommen wieder verstärkt nach Österreich

Einnahmen 2023 der Top-10-Herkunftsländer in Mrd EUR und Veränderung in % zum VJ



Au total, la balance des paiements affiche un excédent de 12,7 Mrd EUR après un déficit de 1,3 Mrd EUR en 2022. Ce résultat s'explique par les excédents touristiques mais également du commerce des marchandises (9 Mrd EUR chacun).

## Télécommunications

### La chancellerie fédérale est désormais chargée du numérique

Depuis le 1<sup>er</sup> mai 2024, la Secrétaire d'Etat pour la Jeunesse à la chancellerie fédérale, Claudia Plakolm (ÖVP), est chargée du Numérique. Le 8 mars 2024, Florian Tursky (ÖVP) avait quitté ses fonctions de Secrétaire d'Etat auprès du ministre fédéral des Finances en charge du Numérique, pour se présenter comme candidat à la mairie de la ville d'Innsbruck (Tyrol). Son poste au sein du BMF a été supprimé. Lors des élections du maire d'Innsbruck, M. Tursky a obtenu 10,4 % des voix, arrivant en cinquième position.

## Agriculture

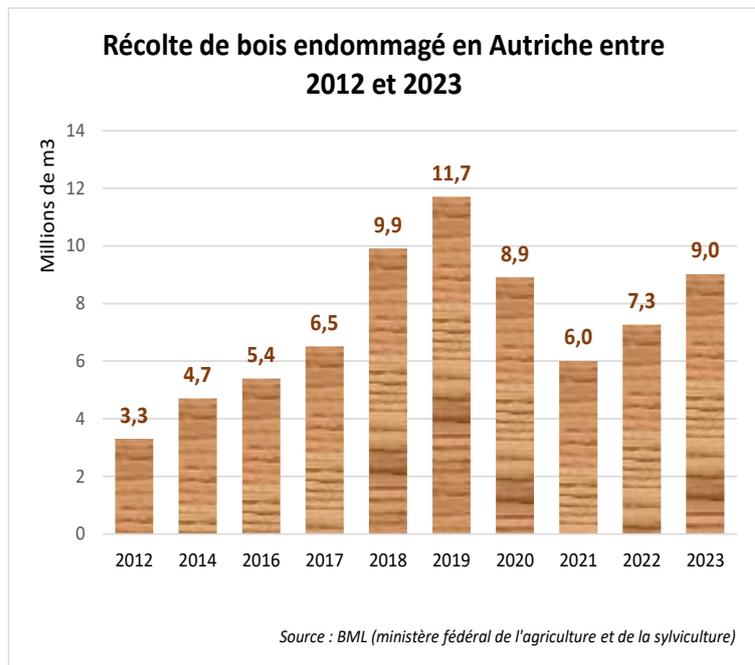
### Un exercice de communication nécessaire : questions-réponses avec le ministre

Devant 1500 agriculteurs qui s'étaient déplacés spécialement pour l'occasion, Norbert Totschnig a ouvert la conférence débat organisée par l'Agrargemeinschaft Österreich (AGÖ) le 23 avril à Pfaffing (Haute-Autriche) et s'est ensuite prêté au jeu des questions-réponses pendant quelques heures. Dans son propos introductif, le Ministre a notamment évoqué la sécurité alimentaire face à l'augmentation de la population mondiale et le nécessaire engagement face au changement climatique. Il a critiqué la bureaucratie du Green Deal et du règlement déforestation importée. Il a réitéré son engagement à étendre à l'ensemble de la restauration collective l'obligation d'étiquetage d'origine. Les agriculteurs présents ont évoqué entre autres leur mécontentement sur le prix du lait et l'accès des produits laitiers au marché allemand, l'obligation de 7 % de jachères pour accéder aux mesures agro-environnementales et climatiques (MAEC), la qualité des produits commercialisés sous le sceau de l'agence nationale de promotion agroalimentaire AMA, le programme pour le bien-être animal « *Tierwohl Plus* » et la répartition de la valeur entre agriculteurs, industriels et distributeurs.

### Léger recul de la production forestière en 2023

Les forêts autrichiennes ont produit en 2023 plus de 19 millions de m<sup>3</sup> de bois récolté sans écorce, soit un léger recul de 1,8 % par rapport à 2022. Le volume de bois endommagé,

notamment scolyté, a atteint plus de 9 millions de m<sup>3</sup>, soit 47,4 % de la récolte, en hausse de 24,2 % par rapport à 2022. Le bois récolté en 2023 est pour 83,3 % du bois résineux, contre 16,7 % de feuillus. Les principales causes des dégâts subis par le bois sont les scolytes (45 %), les tempêtes (36 %) et les autres événements météorologiques et parasites (18 %). En termes d'utilisation de la récolte, 52,8 % sont destinés au sciage de bois ronds, 29,2 % à la production d'énergie et 17,4 % à des fins industrielles (pâtes, papier, etc.).



## Relations bilatérales

### PAI Partners prend une participation de 67 % dans l'activité de rééducation de VAMED

PAI, par l'intermédiaire de son fonds dédié aux opportunités du mid-market PAI Mid-Market Fund ("PAI MMF"), détiendra une participation de 67 % dans l'activité de rééducation de VAMED et Fresenius conservera 33 % du capital à l'issue de l'opération. VAMED est une société proposant la conception, la construction et l'exploitation d'hôpitaux et est numéro un en Autriche dans le domaine du bien-être et des spas. Les actionnaires de VAMED sont Fresenius (77 %), l'Etat autrichien via IMIB Immobilien und Industrie Beteiligungen (13 %) et B&C Beteiligungsmanagement GmbH (10 %). Par ailleurs, début mai, les groupes autrichiens de construction Porr et Strabag ont annoncé reprendre pour 90 M EUR les activités de VAMED en Autriche, c'est-à-dire l'activité de projets clefs en main, les thermes et la gestion du CHU de Vienne, l'AKH.

### Eviden ouvre son centre technologique pour satellites à Prottes

Fin avril, le spécialiste de la transformation numérique Eviden, une société du groupe Atos, a ouvert à Prottes en Basse-Autriche son nouveau site, l'Eviden Mission Critical Systems Technology Center, consacré aux technologies satellitaires et à la surveillance de l'espace. L'investissement porte sur 3 M EUR. Au total, Eviden emploie en Autriche environ 1000 personnes.

# Principaux indicateurs économiques de l'Autriche

mai-24

	Prévisionnistes internationaux									Prévisionnistes nationaux								
	OCDE			FMI		Commission européenne			OeNB			Wifo			IHS			
	mai 2024			avril 2024		mai 2024			mars 2024			mars 2024			mars 2024			
	2023	2024	2025	2026	2024	2025	2024	2025	2026	2024	2025	2026	2024	2025	2026	2024	2025	2026
<b>Principaux indicateurs</b>																		
<b>Evolution annuelle en %</b>																		
PIB en volume	-0,8	+0,2	+1,5		+0,4	+1,6	+0,3	+1,6		+0,5	+1,8		+0,2	+1,8		+0,5	+1,5	
Consommation privée (en volume)	-0,3	+0,9	+1,9				+1,3	+2,0		+1,5	+1,8	+1,2	+1,2	+2,1		+1,4	+1,6	
Formation brute de capital fixe (en volume)	-2,4	-0,4	+1,2				-2,2	+2,3		-0,2	+2,9	+2,3	-2,0	+2,2		-0,8	+1,9	
Exportations B&S (en volume)	-0,2	+2,6	+2,7		+1,8	+3,0	+1,2	+2,4		+1,5	+2,2	+2,6	+1,2	+3,3		+1,6	+2,3	
Importations B&S (en volume)	-1,8	+3,5	+2,8		+1,8	+3,5	+1,0	+2,7		+2,2	+2,6	+3,0	+1,6	+3,5		+1,9	+2,5	
Productivité (1)	-1,4	+0,3	+1,3				-0,1	+0,9		+0,1	+0,7	+0,3	+0,6	+0,6		+0,2	+1,0	
Inflation (IPCH)	+7,7	+3,7	+2,9		+3,9	+2,8	+3,6	+2,8		+3,6	+2,7		+3,8	+2,7		+3,6	+2,6	
Emploi salarié (2)	+1,1	+0,1	+0,3		+0,0	+0,5	+0,4	+0,7		+0,5	+1,0	+1,0	+0,4	+1,1		+0,3	+0,5	
<b>en % de la population active (déf. eurostat)</b>																		
Taux de chômage	5,1	5,5	5,4		5,4	5,2	5,3	5,1		5,5	5,3	5,2	5,5	5,4		5,3	5,2	
<b>en % du PIB nominal</b>																		
Balance courante	2,2	2,3	2,1		2,1	2,1	1,9	1,7		2,1	2,3	2,3	2,4	2,4				
Solde des finances publiques	-2,4	-2,8	-2,7		-2,6	-2,3	-3,1	-2,9		-2,7	-2,8	-2,8	-2,9	-2,7		-2,2	-2,1	
Dette publique	77,8	77,7	78,1		75,4	75,4	77,7	77,8		76,4	75,6	75,5	76,5	76,7				

Source: OCDE, FMI, Commission européenne

Source: OeNB, WIFO, IHS

(1) OeNB and WIFO: hourly productivity of labour; IHS: labour productivity per employee.  
 (2) WIFO: Employment adjusted for persons on parental leave, in compulsory military training or undergoing training under a program of the Public Employment Service.

## Le chiffre du mois à retenir

**+2,1 %**

de croissance économique au T1 2024  
d'après l'Office statistique slovène

### Zoom sur...

Le conseil d'administration du FMI a conclu les consultations au titre de l'article IV avec la Slovénie le 3 mai 2024. Dans le rapport, publié peu après, les services du FMI prévoient que la croissance économique de la Slovénie s'accélérerait à 2 % en 2024 (après 1,6 % en 2023), dans le sillage d'un rebond de la demande intérieure. Celle-ci serait portée par l'augmentation des investissements liés aux inondations et par la consommation des ménages à mesure que les salaires réels se redressent et que l'inflation se modère. L'inflation demeurerait sur une trajectoire descendante, pour tomber à 2,7 % en 2024 et à 2 % en 2025. Le déficit public augmenterait en 2024 pour atteindre 3 % du PIB (après 2,5 % en 2023), en raison des dépenses de reconstruction. A moyen terme, les services du FMI évoquent le besoin de poursuivre la consolidation budgétaire, soutenue par des réformes notamment dans les domaines de la fiscalité, des retraites, des salaires publics et des systèmes de santé, permettant également de réduire le risque à long terme d'une dégradation du taux d'endettement, actuellement considéré comme modéré.

## Activités macroéconomiques & financières

### Prévisions et indicateurs

L'OCDE a revu ses prévisions de croissance à la hausse, anticipant 2,3 % de croissance pour 2024 (une prévision en hausse de 0,5 point de pourcentage). La Commission Européenne affiche également une prévision de 2,3 % (même prévision que la BERD), revue à la hausse depuis février (1,9 %). Pour 2025, l'OCDE prévoit une croissance de 2,7 %, tandis que la Commission européenne et la BERD prévoient une croissance un peu plus faible de 2,6 %, alors que l'IMAD et le FMI anticipent un taux de 2,5 %.

### Finances publiques

Le déficit budgétaire slovène a enregistré une augmentation significative, atteignant 379 M EUR au cours des trois premiers mois de l'année, soit une hausse de 18 % par rapport à la même période de l'année précédente. Les recettes ont augmenté de 4 %, principalement grâce à l'impôt sur le revenu, tandis que les fonds versés par l'UE ont chuté. Parallèlement, les dépenses ont augmenté de 5,3 %, en grande partie en raison du versement anticipé des allocations de vacances dans le secteur public et d'une augmentation des dépenses liées aux pensions et aux investissements.

Le gouvernement slovène a adopté un décret fixant les budgets des administrations publiques pour les trois prochaines années, visant à réduire le déficit à 1,9 % du PIB d'ici 2027. En 2023, ce dernier s'élevait à 2,5 % du PIB, d'après les données de l'Office statistique slovène. Le ministère des Finances a précisé que, malgré une politique de consolidation budgétaire progressive, les dépenses publiques resteront élevées sur la période 2025-2027, notamment pour la reconstruction post-inondations et les transitions verte et numérique, supportées par le Plan National de Relance et de Résilience. De plus, le gouvernement prévoit également de réformer le système des rémunérations du secteur public et de répondre aux nombreux défis liés à une

population vieillissante, source de dépenses élevées en matière de soins de santé et de pensions.

Le gouvernement a approuvé, le jeudi 16 mai 2024, un programme de reconstruction post-inondations, prévoyant que les dépenses nécessaires pour faire face à l'impact des inondations au cours des 5 prochaines années s'élèveront à 2,3 Mrd EUR, dont 360 M EUR pour cette année. Ce programme porte sur la construction de nouvelles maisons pour les personnes ayant perdu leur logement (environ 300 maisons ont été détruites ou rendues inhabitables), la reconstruction des infrastructures locales, y compris les routes, les bâtiments publics, les écoles et les jardins d'enfants, et la restauration des cours d'eau avec des mesures durables de prévention des inondations.

Après l'été, la Slovénie pourrait recevoir le solde des fonds au titre du Fonds de solidarité de l'UE pour la reconstruction après les inondations, selon une annonce de la Commission européenne. En décembre dernier, la Slovénie avait bénéficié d'une avance de 100 M EUR. La proposition pourrait être approuvée par le prochain Parlement européen et les fonds versés après l'été.

## Echanges commerciaux

Pour le premier trimestre de l'année 2024, les exportations ont enregistré une hausse de 2,1 % par rapport à l'année précédente, alors que les importations ont enregistré une hausse de 8,7 % sur la même période. La Suisse demeure le principal partenaire commercial de la Slovénie, tant comme fournisseur que comme client, en raison notamment de la réexportation de médicaments.

## Politique économique et sociale

Selon l'analyse des services du FMI, bien que la main-d'œuvre ait significativement contribué à la croissance économique récente en Slovénie, les gains futurs dépendront d'une amélioration de la productivité. Actuellement, la productivité du travail en Slovénie est à 82 % de la moyenne de l'UE (chiffre de 2022), et les petites entreprises peinent à rivaliser avec leurs homologues européennes. De plus, il existe une grande disparité de productivité au sein des entreprises slovènes, et les taux de création et de disparition des entreprises slovènes se sont dégradés depuis 2012, contrairement à la tendance européenne. Les services du FMI suggèrent que la productivité pourrait être améliorée par une augmentation de l'investissement global ainsi que dans les technologies de l'information et de la communication (TIC), par une flexibilité accrue du système éducatif et par un cadre réglementaire plus favorable à la croissance.

Selon les données de l'Office statistique slovène, en 2023, la Slovénie a enregistré une augmentation de sa population active, atteignant près de 989 000 personnes, soit une hausse de 0,3 % par rapport à l'année précédente, un chiffre record pour cette dernière décennie. Cependant, malgré cette croissance, la part de la population active a légèrement baissé, tombant à 56,4 %. Le nombre d'employés est resté stable, tandis que celui des travailleurs indépendants a augmenté de 3,4 %. Le chômage a également reculé, avec environ 38 000 personnes sans emploi, soit une baisse de 9 %. Par ailleurs, environ 12 000 personnes, représentant 1,2 % de la population active, travaillaient à temps partiel et étaient disponibles pour travailler davantage, avec une prédominance des femmes dans ce groupe, surtout à l'est du pays.

## Veille sectorielle

### Finance

Le gouvernement a approuvé un nouveau projet d'ordonnance sur la stratégie de gestion des actifs de l'Etat, qui remplacera la stratégie actuelle, remontant à 2015. Selon la nouvelle proposition, 34 investissements sont qualifiés de stratégiques, où l'Etat doit conserver au moins 50 % du capital; 8 investissements sont considérés comme importants, où la participation publique est d'au moins 25 %; 42 investissements sont dits de portefeuille, visant à atteindre des objectifs économiques et pouvant être vendus. Telekom Slovenije n'est plus classé comme stratégique, devenant désormais un investissement important. En revanche, Zavarovalnica Triglav (assurance) et Pošta Slovenija restent des investissements stratégiques. Initialement, le ministère des Finances avait proposé de les classer comme des investissements importants car

ils ne remplissaient pas les critères techniques mais, face à l'opposition des syndicats, ils ont été réintégrés en tant qu'investissements stratégiques.

La banque slovène NLB prévoit d'émettre des obligations d'une valeur de 500 M EUR, avec un taux d'intérêt annuel de 4,5 % et une échéance en 2030, afin de satisfaire les exigences minimales en fonds propres et passifs éligibles. Les obligations, proposées à des contreparties éligibles et à des clients professionnels en dehors des États-Unis, seront émises le 29 mai 2024. D'après NLB, la transaction a bien été accueillie, les investisseurs ayant placé des ordres totalisant 1,4 Mrd EUR, soit 2,8 fois le montant ciblé. Plus de 100 investisseurs, dont des gestionnaires de fonds prestigieux et des institutions financières internationales, auraient participé, reconnaissant la solidité financière et la performance stratégique de la banque.

## Transports

Le port de Koper a inauguré une centrale solaire de 3,3 MW, comprenant 15 000 mètres carrés de panneaux solaires. Cet investissement de 2,8 M EUR s'inscrit dans un plan d'investissement plus large, évalué à 100 M EUR, qui permettra au port de porter sa capacité solaire totale à 10 MW d'ici la fin de la décennie, soit un quart des besoins énergétiques anticipés du port. Le projet vise à s'adapter au besoin croissant d'électricité, qui suivra l'électrification progressive des machines, des véhicules et de l'alimentation des navires à quai.

La connectivité de l'aéroport de Ljubljana se développe, comptant 22 compagnies desservant 25 destinations cet été, malgré l'absence de Ryanair. Ce mois d'avril 2024, la Slovénie a accueilli une nouvelle liaison aérienne opérée par AirBaltic, entre Ljubljana et la capitale lettone, ainsi qu'une nouvelle liaison avec Copenhague assurée par Norwegian.

## Energie et environnement

La société Gen Energija estime que le coût d'investissement du projet de la centrale nucléaire Krško 2, pour une capacité de 1 000 à 1 650 mégawatts, serait de 9,3 à 15,4 Mrd EUR hors coûts de financement. Le coût de production d'un MWh d'électricité dans la nouvelle centrale serait de 44,5 EUR, mais ce coût augmenterait avec les frais de financement futurs. La plus basse estimation pour rentabiliser l'investissement est un prix de 66 EUR par MWh. Avec un coût de financement moyen de 3 %, ce prix atteindrait 81 EUR, et avec un taux de 4 %, il serait de 99 EUR par MWh.

Le jeudi 23 mai 2024, l'Assemblée nationale slovène a adopté une résolution sur l'utilisation pacifique de l'énergie nucléaire, par 70 voix contre 8. Cette résolution témoigne de la volonté politique de continuer à développer cette source d'énergie, y compris la construction de la deuxième unité de la centrale nucléaire de Krško. Tous les groupes parlementaires, à l'exception du parti de gauche, ont soutenu cette résolution. L'Assemblée nationale a également adopté la proposition de référendum sur la construction du deuxième bloc de la centrale nucléaire de Krško, avec un vote de 71 voix contre 6. Celui-ci devrait se tenir à la fin du mois de novembre 2024. La plupart des députés, à l'exception de ceux de la gauche, ont souligné la nécessité d'un nouveau réacteur pour garantir l'approvisionnement en électricité. Les énergies solaire et éolienne ne seront pas suffisantes pour couvrir les besoins en énergie du pays, compte tenu de la fermeture prévue de la centrale au charbon de Šoštanj et de la prolongation de la durée de vie du réacteur actuel de Krško jusqu'en 2043.

Fin avril 2024, l'Assemblée nationale a adopté la nouvelle loi sur l'énergie (EZ-2), à 53 voix contre 30. Celle-ci établit un cadre pour la politique énergétique nationale, adapté aux défis de la transition vers des sources d'énergie non fossiles. La nouvelle législation inclut des incitations pour les énergies renouvelables et une utilisation plus efficace de l'énergie, ainsi que l'absorption de fonds européens pour la restructuration des régions charbonnières.

Le décret de mars 2024 relatif au déploiement des énergies renouvelables fixe les règles, entrées en vigueur ce mois d'avril, qui imposent notamment l'installation de panneaux solaires sur tous les nouveaux bâtiments dont la surface de toit dépasse 1 000 mètres carrés, principalement les bâtiments commerciaux et les infrastructures publiques. Des exemptions sont prévues pour les situations où le raccordement au réseau électrique est impossible ou lorsque les coûts seraient considérablement augmentés par les panneaux solaires. Toutefois, certaines interrogations demeurent, notamment quant à l'impact des nouvelles règles sur le réseau existant et aux critères d'exemption.

En 2023, la Slovénie a importé 68,3% de son gaz d'Autriche (82,1% en 2022) et 28,3% de l'Algérie (3,8% en 2022) via l'Italie, selon les données de l'Agence de l'énergie. Cette dernière souligne que, malgré l'absence de contrats directs pour le gaz russe en 2023 et 2024, une part

significative du gaz autrichien reste probablement d'origine russe. Même si les fournisseurs slovènes ne reçoivent plus de livraisons directes de Gazprom, la source du gaz acheté via le hub autrichien ne peut être que supposée. Pour diversifier ses sources d'approvisionnement et réduire sa vulnérabilité aux livraisons russes, la Slovénie explore activement d'autres options, telles que le gaz naturel liquéfié et le gaz provenant d'Azerbaïdjan, le secteur industriel étant le principal consommateur de gaz naturel. Malgré les préoccupations de la Commission européenne concernant la dépendance de la Slovénie au gaz russe via l'Autriche, le fournisseur de gaz slovène Geoplin affirme diversifier ses sources en concluant des accords avec Sonatrach en Algérie et en procédant à des achats sur les bourses européennes.

## Industrie

Revoz, la filiale française du constructeur automobile français Renault assemblant actuellement la Clio, la Twingo et Twingo électrique, a enregistré un chiffre d'affaires de 822,5 M EUR en 2023, après 933,3 M EUR en 2022. Le bénéfice net de la société a doublé, passant de 4,7 M EUR à 9,4 M EUR. L'an dernier, 60 881 véhicules ont été fabriqués dans l'usine de Novo mesto.

Les discussions entre Renault et Volkswagen pour une collaboration sur une voiture électrique abordable n'ont pas abouti. Luca de Meo, PDG de Renault, a exprimé des regrets quant à cette occasion manquée de démontrer la collaboration au sein de l'industrie automobile européenne. Initialement, Renault envisageait de partager la production de sa future Twingo électrique avec le constructeur allemand. Cette Twingo devait se positionner sur le marché émergent des petites voitures électriques accessibles, en prévision de l'arrivée potentielle de modèles chinois. Malgré les discussions, aucun accord n'a été trouvé en raison de désaccords sur les conditions de cette coopération.

## Immobilier

D'après l'autorité chargée des études et de la cartographie (GURS), en 2023, le nombre de transactions immobilières en Slovénie a diminué pour la deuxième année consécutive, dans une plus large proportion pour les maisons, tandis que les prix ont continué à augmenter. Le prix médian d'un appartement est estimé à 2 610 EUR par mètre carré pour 2023 (+210 EUR par rapport à 2022). A Ljubljana, l'augmentation est moins marquée (+40 EUR), pour un prix médian qui s'élevait à 4 000 EUR en 2023. L'écart de prix entre les zones les plus abordables (régions rurales) et les plus onéreuses (Ljubljana, région de Gorenjska et sur la côte) s'est quelque peu réduit. L'autorité prévoit une poursuite de la diminution du nombre de transactions et un ralentissement de la croissance des prix en 2024, avec une possible stagnation ou baisse des prix dans certaines régions. Toutefois, une baisse significative des prix n'est pas attendue en raison de l'offre insuffisante de logements et de terrains à bâtir dans les grandes villes comme Ljubljana.

## Europe

Le ministre des Finances, Klemen Boštjančič, a été élu président du Conseil des gouverneurs de la Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD) lors de la réunion annuelle, le jeudi 16 mai, à Erevan. Il s'agit de la première nomination d'un officiel slovène à ce poste, auquel il servira pendant 1 an. Selon M. Boštjančič, cette élection incarne la reconnaissance de son travail et de celui de la Slovénie, dont les valeurs et les priorités sont alignées avec celles de la BERD. Le nouveau président a précisé que l'essentiel de son mandat serait dédié aux démarches pour l'adoption du Cadre stratégique et capitalistique de la Banque lors de sa réunion prévue à Londres l'année prochaine. M. Boštjančič souhaite également que la BERD participe à des projets plus risqués à l'avenir, notamment dans des fonds de capital-risque, soulignant l'importance de cette question pour la Slovénie et la région.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

[www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international](http://www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international)

Responsable de la publication :

Rédaction :

Philippe Brunel, Service économique de Vienne

SE de Vienne : S. Maynhardt, P. Chaumont, Anna Blancal ([vienne@dgtresor.gouv.fr](mailto:vienne@dgtresor.gouv.fr))

Antenne de Ljubljana : E. Zajc, Alban Magro, Ivana Terlevic

([ljubljana@dgtresor.gouv.fr](mailto:ljubljana@dgtresor.gouv.fr))

Date de fin de rédaction : 23/05/2024